

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 Buzenval

Références : -

Code AIOT : 0006601577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 08/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 « plan de modernisation des installations industrielles » dit PMII.

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet, depuis 2017, d'action nationale dédiée.

Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	Organisation pour les sites SSH (lien PMII – SGS)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 3 Annexe 1	Sans objet
3	Recensement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des équipements soumis au PMII (Sites SSH)	article Point 3 Annexe 1	
4	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
5	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
6	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
7	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
10	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réglementation « plan de modernisation des installations industrielles » (PM2I) est connue et bien mise en œuvre sur le site Axens à Salindres. Les contrôles réalisés montrent un suivi rigoureux des équipements soumis et un état satisfaisant des équipements examinés par sondage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée :
Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

<p>Constats :</p> <p>Le site AXENS à Salindres est une ICPE soumise à autorisation, sous le régime Seveso Seuil Haut. Il est soumis à l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et notamment à la section 1 « dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements », appelée ci-après réglementation PMII.</p> <p>Sur le site de Salindres, AXENS exploite une usine chimique qui développe, fabrique et commercialise des absorbants (alumine activées et tamis moléculaires), des supports de catalyseurs et des catalyseurs.</p> <p>La réglementation PMII est connue de l'exploitant. Plusieurs inspections portant sur cette thématique ont déjà eu lieu dans les années 2010 (2012, 2013, 2014 et 2015).</p> <p>L'exploitant a présenté l'organisation mise en place sur le site pour gérer la maintenance et les projets neufs. Le service HSE est étroitement associé à toutes les décisions prises ce qui permet un suivi de l'application des réglementations existantes au titre ICPE.</p> <p>L'exploitant a présenté plusieurs documents structurants les processus maintenance et travaux neufs et démontrant que le volet PMII fait l'objet de points d'attention particuliers et de validation de la part du service HSE.</p> <p>Le tableau de recensement de tous les équipements soumis au PMII a également été présenté et commenté en séance. Il est mis à jour régulièrement au gré des modifications réglementaires, des ajustements de fiches de données de sécurité, des modifications d'équipements et des projets neufs du site. Il comporte un onglet par typologie d'équipements pouvant être suivi au titre du PMII : réservoirs cryogéniques, réservoirs aériens cylindriques verticaux, capacités et tuyauteries, rack inter-unités, caniveaux et fosses humides, cuvettes et massifs de réservoirs, MMRI.</p> <p>La réglementation PMII est connue et bien suivie sur le site. Les fiches de constat suivantes vont permettre de vérifier la conformité du périmètre retenu et le suivi réalisé sur les équipements du site soumis au PMII.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Organisation pour les sites SSH (lien PMII – SGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 3 Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Lien PMII – SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des</p>

<p>installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel du système de gestion de la sécurité a été consulté.</p> <p>Dans la partie 5.4 « Maîtrise des procédés et de l'exploitation », l'exploitant a intégré une sous-partie « équipements visés par le PMII » qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation interne retenue : le service HSE est le garant du bon recensement et des procédures encadrant le processus et la cellule inspection (service Maintenance) est le garant du respect des plans et programmes d'inspection, de la tenue du planning, du suivi des travaux associés et en charge la tenue des dossiers de suivi de chaque équipement soumis - l'existence d'une procédure qui détaille l'organisation du site pour le PMII - le lien avec le processus maintenance du site : suivi des travaux réalisés à l'issue de la surveillance effectuée si des écarts ou désordres sont constatés sur les équipements PMII contrôlés.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Recensement des équipements soumis au PMII (Sites SSH)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 3 Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Documentation SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Elles [Ces procédures et instruction] permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; - le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure « Recensement et suivi des équipements liés au PMII et liquides inflammables » dont la dernière mise à jour date du 21/05/2025. Elle recense les textes applicables au site et en déduit la typologie des équipements concernés sur le site. Elle explicite les modalités de recensement et le suivi des plans et programmes. Elle fait référence aux guides professionnels retenus pour élaborer le plan d'inspection et détaille le contenu des plans et programmes d'inspection. Enfin, elle liste les rôles et responsabilités des intervenants sur ce sujet. - la liste des équipements soumis au PMII et LI dont la dernière mise à jour date du 16/07/2025.

Le site dispose d'un réservoir cryogénique (Azote) mais il ne répond pas aux critères définis à l'article 3 de l'arrêté ministériel (AM) du 4/10/2010 (pas toxique ou inflammable, volume faible).

Selon son arrêté préfectoral, le site ne dispose d'aucune autorisation pour des rubriques « liquides inflammables » pour des tonnages supérieurs aux seuils d'autorisation ou d'enregistrement de ces rubriques. Le site n'est donc pas soumis aux dispositions des arrêtés ministériels des 3/10/2010 et 01/06/2015.

Toutefois, avant la révision de la Directive Seveso 2 (et la création des rubriques 4XXX dans la nomenclature), le site était visé par les textes « liquides inflammables » et certains équipements « liquides inflammables » du site étaient suivis au titre du PMII. L'exploitant a souhaité conserver ce suivi.

En conclusion, les équipements suivis sur le site sont :

- des réservoirs soumis au PMII (article 4 de l'AM du 04/10/2010)
- des réservoirs de liquides inflammables
- des tuyauteries soumises au PMII (article 5 de l'AM du 04/10/2010)
- une tuyauterie de liquide inflammable
- des rétentions associées aux réservoirs soumises au PMII (article 6 de l'AM du 04/10/2010)
- des rétentions associées aux réservoirs de liquides inflammables
- des aires de dépotage et d'empotage de liquides inflammables

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'onglet « stockages aériens cylindres verticaux » de son tableau de suivi des équipements PMII du site. Cet onglet liste l'ensemble des réservoirs du site et permet d'identifier les caractéristiques physiques (aérien, vertical, cylindrique), le volume et les phrases de risque associées à chaque produit stocké dans ces réservoirs.</p> <p>Enfin, ce tableau identifie si le réservoir entre ou pas dans une des 3 catégories du présent article et conclut sur la soumission de chaque réservoir au PMII.</p> <p>A l'examen de ce tableau, et selon sa connaissance du site, l'inspection n'identifie pas d'erreur ou d'oubli dans ce recensement.</p> <p>A ce jour, 14 réservoirs sont soumis réglementairement au PMII et 7 réservoirs LI sont suivis en complément selon les mêmes modalités.</p> <p>Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, ce recensement est mis à jour au gré des modifications réglementaires, des ajustements de fiches de données de sécurité, des modifications d'équipements et des projets neufs du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un classeur pour chaque réservoir recensé (soit 20 classeurs à ce jour) qui regroupe un dossier « état initial », le plan et le programme d'inspection, les différents rapports des contrôles réalisés.</p> <p>Par sondage, l'inspection a examiné le classeur 6 (détail en annexe confidentielle). Ce réservoir répond au critère 1 du point 4-1 de l'article 4 de l'AM du 4/10/2010 : réservoir aérien vertical cylindrique d'une capacité supérieur à 10 m³ et contenant une substance ayant la phrase</p>

de risque H400.

Ce classeur contient un **état initial** du réservoir qui correspond en tout point aux exigences du présent article et aux recommandations du guide professionnel DT94 retenu par l'exploitant. Pour réaliser cet état initial, l'exploitant fait appel à un prestataire externe qui procède aux vérifications / contrôles suivants :

- la verticalité
- l'épaisseur du fond et des viroles
- la mesure du tassement différentiel

Ces informations servent ensuite de référence lors des inspections externes détaillées quinquennales pour évaluer l'état de conformité du réservoir.

Tous les réservoirs du site (PMII ou LI) sont en acier inoxydable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspections 04/10

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

Conformément aux guides professionnels, notamment le DT94, l'exploitant a retenu le plan et un programme d'inspection qui prévoient pour les réservoirs soumis :

- une visite de routine réalisée en interne tous les ans
- une inspection externe détaillée réalisée par un prestataire externe tous les 5 ans.

Le plan d'inspection explicite les contrôles réalisés par le prestataire externe :

- examen visuel,
- investigations complémentaires : contrôles non destructifs, mesures, calculs, verticalité et tassements différentiels.

Aucun des réservoirs du site n'ayant une capacité supérieure à 100 m³, aucune inspection hors exploitation détaillée n'est réalisée sur les réservoirs du site.

Pour le réservoir examiné (classeur 6) :

- le réservoir date de 2001,
- les visites de routine ont eu lieu chaque année depuis la mise en place du PMII,
- les inspections externes détaillées ont eu lieu en 2012, 2017 et 2022.

La cellule Inspection assure la réalisation des visites de routine, organise le suivi des inspections externes détaillées et supervise la réalisation des travaux à réaliser si nécessaire.

La cellule Inspection dispose d'un tableau de suivi spécifique pour ces réservoirs afin de suivre le respect du programme d'inspection.

Le classeur 6 a été consulté en séance et les rapports des dernières visites de routine (décembre 2024) et inspection externe détaillée (2022) ont été examinés.

Le contenu de la fiche de visite de routine 2025 est conforme au guide DT94 et n'appelle pas de remarques particulières.

Le contenu rapport établit à l'issue de l'inspection externe détaillée réalisée en 2022 est conforme au guide DT94 et au plan d'inspection. Il est accompagné d'une attestation stipulant que le réservoir est conforme au plan et peut continuer à être exploité jusqu'à la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

L'exploitant a présenté l'onglet « capacités et tuyauteries » de son tableau de suivi des équipements PMII du site. Cet onglet liste l'ensemble des capacités et tuyauteries du site, les substances véhiculées, les phrases de risque associées et les caractéristiques physiques (Equipement sous pression (ESP), volume, diamètre).

Enfin, ce tableau identifie si l'équipement entre ou pas dans une des 5 catégories du présent article et conclut sur la soumission de chaque équipement au PMII.

A l'examen de ce tableau, et selon sa connaissance du site, l'inspection n'identifie pas d'erreur ou d'oubli dans ce recensement.

A ce jour, 12 tuyauteries sont soumises réglementairement au PMII et 1 tuyauterie LI est suivie en complément selon les mêmes modalités. Ce sont des tuyauteries de dépotage ou des tuyauteries entre réservoirs. Les linéaires sont assez faibles. Elles sont identifiées sur site à l'aide d'un macaron. Les tuyauteries sont en inox.

En revanche, aucune capacité n'est soumise au PMII sur le site.

Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, ce recensement est mis à jour au gré des modifications réglementaires, des ajustements de fiches de données de sécurité, des modifications d'équipements et des projets neufs du site.

N° 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

L'exploitant dispose d'un classeur pour chaque tuyauterie suivie (soit 13 classeurs à ce jour) qui regroupe un dossier « état initial », le plan et le programme d'inspection, les différents rapports des contrôles réalisés.

Pour les tuyauteries soumises, toutes en acier inoxydable, le plan d'inspection prévoit :

- un contrôle interne tous les ans comprenant un contrôle visuel et des mesures d'épaisseur,
- une inspection tous les 5 ans par un prestataire externe comprenant également un contrôle visuel et des mesures d'épaisseur.

Par sondage, l'inspection a examiné le classeur 28 (détail en annexe confidentielle).

Cette tuyauterie répond au critère 1 du point 4-1 de l'article 4 de l'AM du 4/10/2010 : tuyauterie de DN > 80 et contenant une substance ayant la phrase de risque H400.

Ce classeur contient :

- un **état initial** de la tuyauterie conforme au guide professionnel DT96 retenu par l'exploitant ainsi que toutes les pièces attendues,
- les fiches de surveillance annuelle,
- les rapports des inspections quinquennales réalisées en 2012, 2017 et 2022.

Le contenu de la fiche de surveillance 2025 est conforme au plan d'inspection et n'appelle pas de remarques particulières.

Le contenu du rapport établi à l'issue de l'inspection réalisée en 2022 par le prestataire externe est également conforme au plan d'inspection et n'appelle pas de remarques particulières.

Lors de la visite sur site, les macarons présents sur les canalisations ont été vus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

L'exploitant a présenté les onglets « racks inter-unités », « caniveaux et fosses humides » et « cuvettes et massifs de réservoirs » de son tableau de suivi des équipements PMII du site. Aucun équipement n'est recensé dans les 2 premiers onglets.

L'onglet « cuvettes et massifs de réservoirs » liste l'ensemble des cuvettes de rétention associées aux réservoirs visés par le PMII ou les réservoirs LI et détermine la catégorie de chacune d'elle selon les règles du guide professionnel DT92.

À l'examen de ce tableau, et selon sa connaissance du site, l'inspection n'identifie pas d'erreur ou d'oubli dans ce recensement.

A ce jour, 5 cuvettes de rétention sont soumises réglementairement au PMII et 8 cuvettes ou aire de rétention LI sont suivies en complément selon les mêmes modalités.

Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, ce recensement est mis à jour au gré des modifications réglementaires, des ajustements de fiches de données de sécurité, des modifications d'équipements et des projets neufs du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un classeur pour chaque cuvette de rétention suivie (soit 15 classeurs à ce jour) qui regroupe un dossier « état initial », le plan et le programme d'inspection, les différents rapports des contrôles réalisés.</p> <p>Le plan d'inspection prévoit uniquement des visites de surveillance.</p> <p>Les cuvettes de rétention du site sont soit classées en catégorie I, soit en catégorie II (liquides inflammables). Selon le DT92, de la catégorie dépend la périodicité des visites (1 ou 5 ans).</p> <p>Lors de l'inspection, il est apparu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de surveillance étaient réalisées tous les ans quelle que soit la catégorie de la rétention, - des visites dites « approfondies » étaient réalisées tous les 5 ans par un prestataire externe pour certaines rétentions, - des tests d'infiltrométrie étaient réalisés depuis quelques années sur les rétentions. <p>Par sondage, l'inspection a examiné le classeur 53 (détail en annexe confidentielle). Cette rétention contient notamment le réservoir examiné dans les fiches n°5 et 6 du présent rapport.</p> <p>Ce classeur contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un état initial de la rétention conforme au guide professionnel DT90 retenu par l'exploitant, - la catégorie de l'ouvrage : I, - les fiches de surveillance annuelles, - la fiche de la visite dite « approfondie » réalisée en 2021. <p>La rétention avait été classée en niveau de désordre D2E (surveillance renforcée) lors de la première visite du prestataire externe en 2012. Des contrôles renforcés ont été réalisés les 3 années suivantes sans évolution notable des micro-fissurations retenues en 2012 pour le classement D2E. La cuvette avait été rétrogradée en D2 en 2016. Par la suite, à la demande de</p>

l'exploitant et au regard de l'absence d'évolution du désordre à l'origine de ce classement, le prestataire est revenu en 2021 et a requalifié la rétention en niveau de désordre D1 (sans gravité).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de surveillance « massifs et cuvettes de rétention », daté de 2014, pourrait utilement être mis à jour pour intégrer les bonnes références réglementaires (AM 4/10/2010 au lieu de AM 3/10/2010), signaler les 2 typologies de visites réalisées et intégrer la réalisation des tests d'infiltrométrie effectués par un prestataire externe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite